

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 16/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS FAURE**

Z.I de la Mouche  
24 Rue de la Mouche  
69540 IRIGNY

Références : JD/MDP-D-1675-MRT-2022  
Code AIOT : 0006407748

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement SAS FAURE implanté Z.I de Vaïne 13130 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 27/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité du site notifiée au Préfet le 27/07/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS FAURE
- Z.I de Vaïne 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT : 0006407748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Faure Collecte d'Huiles (FCH) réalise la collecte d'huiles usagées chez différents sites puis les stocke sur son site (6 cuves aériennes horizontales de capacité unitaire de 85 m<sup>3</sup>) avant leur transfert vers des centres de traitement agréés. Ces activités ont été exploitées par FCH entre 2013 et 2022 sur une parcelle propriété de LyondellBasell et localisée sur la commune de Berre l'Etang.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité du site (*cf. dossier de cessation d'activité version 1.0 du 30/06/2022*).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1 IV	/	Sans objet
3	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 76	/	Sans objet
4	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 82	/	Sans objet
5	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-3	/	Sans objet
6	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 86	/	Sans objet
7	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 87	/	Sans objet
8	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-6-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Faure Collecte d'Huiles (FCH) a satisfait à ses obligations liées à la cessation d'activité de son site conformément aux dispositions réglementaires (cf. articles R. 512-39 et suivants).

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Notification cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entreprise réalise la collecte d'huiles usagées chez différents sites puis les stocke sur ses sites avant leur transfert vers des centres de traitement agréés. Ces activités ont été conduites par la société Faure Collecte d'Huiles (FCH) entre 2013 et 2022, sur une parcelle propriété de LyondellBasell localisée sur la commune de Berre l'Etang.</p> <p>Par courrier en date du 2 février 2021, l'exploitant a informé le Préfet de son projet de transfert des activités sur une parcelle voisine. Ce transfert des activités sur la nouvelle parcelle (site BERRE-III) a été autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-143-PC du 10 septembre 2021.</p> <p>Toutes les activités sur l'ancien site (site BERRE-II) ont été arrêtées le 30 juin 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis au Préfet le dossier de cessation d'activité le 27 juillet 2022 (cf. rapport n° Projet 0520465 version 1.0 du 30 juin 2022). Ce dossier indique les mesures prises pour la mise en sécurité du site (évacuation et élimination des installations et produits dangereux, mise en sécurité des installations), les résultats des investigations réalisées dans le cadre de l'évaluation des risques de pollution du sol et des eaux souterraines, et précise l'usage futur de la zone.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 25 octobre 2022 l'attestation de mise en sécurité délivrée par la société ERM, certifiée selon les exigences du référentiel défini à l'article 3 de l'arrêté du 9 février 2022 (cf. ATTES-SECUR N° de document : ERM-0520465-R6538 du 25 octobre 2022).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.
<b>Constats :</b> Lors de l'exploitation du site, les risques d'incendie et d'explosion étaient principalement liés aux cuves de stockages d'huiles et à leur dépotage. En mai et juin 2022, l'ensemble des installations du site ont été démantelées, les déchets issus de l'activité du site et de la cessation ont été évacués.  Lors de l'exploitation du site, celui-ci était équipé d'un système de RIA (Robinet Incendie Armé) et d'extincteurs. Ces derniers ont été déplacés sur la nouvelle parcelle exploitée par FCH et le réseau RIA a été déposé par LyondellBasell le 24 août 2022. Par ailleurs, l'ensemble des alimentations électriques ont été consignées et retirées.  Le jour de la visite, plus aucune installation ne subsiste au droit du site. Le site étant situé dans le périmètre de la Compagne Pétrochimique de Berre, celui-ci est inclus dans le périmètre de surveillance géré par LyondellBasell via les services d'une société de gardiennage. Dans le cadre de la cessation d'activité, LyondellBasell a réalisé la dépose des clôtures et du portail d'accès propres à l'ancienne parcelle de Faure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 76
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ATTES-SECUR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour mener cette prestation, l'entreprise réalise le contrôle des opérations relatives à la mise en sécurité sur la base d'une analyse documentaire, d'échanges avec l'exploitant, ainsi que d'un contrôle visuel de l'installation concernée, et, dans la mesure du possible, de l'environnement proche. L'entreprise vérifie l'adéquation entre la notification établie par l'exploitant et transmise au préfet, les documents transmis par l'exploitant, comme les différents arrêtés préfectoraux et arrêtés ministériels applicables à l'installation, et les travaux de mise en sécurité réalisés sur site et, le cas échéant, dans son environnement proche. Les articles 77 à 80 de la présente annexe décrivent les opérations à considérer dans un dossier de mise en sécurité et les points à contrôler dans le cadre de la délivrance de l'attestation.
<b>Constats :</b> Attestation de mise en sécurité délivrée par la société ERM en date du 25/10/2022 (cf. ATTES-SECUR N° de document : ERM-0520465-R6538 du 25 octobre 2022). Le modèle d'attestation correspond à celui mentionné à l'article 83 de l'arrêté du 9 février 2022. Le livrable associé à la prestation globale ATTES-SECUR est conforme aux dispositions fixées à l'article 81 de l'arrêté susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 82
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ATTES-SECUR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'attestation est transmise conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1 du code de l'environnement. L'entreprise conserve l'attestation et les autres pièces mentionnées à l'article 81 de la présente annexe et les tient à la disposition de l'organisme certificateur et de l'inspection des installations classées pour une durée de 10 ans. Ces documents sont communicables dans les conditions prévues par le droit commun. Lorsque l'inspection des installations classées en fait la demande à l'exploitant de l'installation mise à l'arrêt ou, lorsque celui-ci a disparu ou en l'absence de réponse de sa part dans le délai qu'elle fixe, à l'entreprise ayant réalisé l'attestation, un duplicata de l'attestation et les autres pièces mentionnées à l'article 81 de la présente annexe lui sont transmis par voie dématérialisée.
<b>Constats :</b> ATTES-SECUR N° de document : ERM-0520465-R6538 transmise par l'exploitant en date du 25/10/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment : 1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ; 2° Les objectifs de réhabilitation ; 3° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion des milieux ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. (...). Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation. Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet. (...). Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-4, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments. (...).

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le mémoire de réhabilitation (addendum au dossier de cessation d'activité transmis en date du 27 juillet 2022) a été adressé par l'exploitant par courriel du 25 octobre 2022 (Projet No.: 0520465).</p> <p>Ce mémoire comprend une évaluation des risques de pollution de sol et des eaux souterraines, un schéma conceptuel et l'usage futur de la zone.</p> <p>Sur la base des investigations réalisées dans le cadre du diagnostic, il est considéré qu'aucune source de pollution n'a été identifiée au droit du site à l'issue de son exploitation par la société Faure Collecte d'Huiles.</p> <p>En conclusion, il est considéré que la société Faure Collecte d'Huile restitue la parcelle à LyondellBasell dans un état comparable à celui de 2013, compatible avec un futur usage de type industriel, tel que stipulé dans l'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2010. Ainsi, aucune mesure complémentaire, de même qu'aucune mesure de réhabilitation, n'est à considérer sur la base des données obtenues.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 25 octobre 2022 l'attestation de réhabilitation délivrée par la société ERM, certifiée selon les exigences du référentiel défini à l'article 3 de l'arrêté du 9 février 2022 (cf. ATTES-MEMOIRE N° de document : ERM-0520465-R6539 du 25 octobre 2022).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 86
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ATTES-MEMOIRE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le livrable associé à la prestation globale ATTES-MÉMOIRE se compose: – de la liste des installations mises à l'arrêt et des parcelles concernées par leur emprise faisant l'objet de l'attestation; – de la liste des documents examinés et notamment le mémoire de réhabilitation, tel qu'exigé aux articles R. 512-39-3 et R. 512-46-27 du code de l'environnement; – d'une note de synthèse mettant en perspective les conclusions de l'étude historique et documentaire et de l'étude de vulnérabilité des milieux, les conclusions des diagnostics menés, y compris sous forme de cartes, et les conclusions du plan de gestion comprenant un bilan des coûts et des avantages et une analyse des enjeux sanitaires; – le cas échéant, cette note de synthèse est complétée des conclusions: de l'analyse des enjeux sur les ressources en eau, de l'analyse des enjeux sur les ressources environnementales, du bilan des coûts et des avantages, des études de conception; – de l'attestation, selon le modèle à l'article 88 de la présente annexe. Cette attestation est délivrée sans réserve, uniquement en cas d'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site avec les enjeux identifiés. Seules des observations mineures peuvent être mentionnées dans l'attestation, dans la mesure où leur éventuelle prise en compte ne remet pas en cause la délivrance de l'attestation.</p>
<p><b>Constats :</b> Attestation de réhabilitation délivrée par la société ERM en date du 25/10/2022 (cf. ATTES-MEMOIRE N° de document : ERM-0520465-R6539 du 25 octobre 2022).</p> <p>Le modèle d'attestation correspond à celui mentionné à l'article 88 de l'arrêté du 9 février 2022.</p> <p>Le livrable associé à la prestation globale ATTES-MEMOIRE est conforme aux dispositions fixées à l'article 86 de l'arrêté susmentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/02/2022, article 87
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ATTES-MEMOIRE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'attestation est transmise conformément aux dispositions du I des articles R. 512-39-3 et R. 512-46-27 du code de l'environnement. L'entreprise conserve l'attestation et les autres pièces mentionnées à l'article 86 de la présente annexe et les tient à la disposition de l'organisme certificateur et de l'inspection des installations classées pour une durée de 10 ans. Ces documents sont communicables dans les conditions prévues par le droit commun. Lorsque l'inspection des installations classées en fait la demande à l'exploitant de l'installation mise à l'arrêt ou, lorsque celui-ci a disparu ou en l'absence de réponse de sa part dans le délai qu'elle fixe, à l'entreprise ayant réalisé l'attestation, un duplicata de l'attestation et les autres pièces mentionnées à l'article 86 de la présente annexe lui sont transmis par voie dématérialisée.
<b>Constats :</b> ATTES-MEMOIRE N° de document : ERM-0520465-R6539 transmise par l'exploitant en date du 25/10/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-6-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation. (...) L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières. Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent alinéa.
<b>Constats :</b> La société Faure Collecte d'Huile restitue la parcelle à LyondellBasell dans un état comparable à celui de 2013, compatible avec un futur usage de type industriel, tel que stipulé dans l'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2010. cf. ATTES-SECUR N° de document : ERM-0520465-R6538 du 25 octobre 2022 cf. ATTES-MEMOIRE N° de document : ERM-0520465-R6539 du 25 octobre 2022
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet